



RAPPORT FINANCIER DU 1^{er} SEMESTRE



Abréviations

b : baril
/b : par baril
/j : par jour
/an : par an
k : kilo (millier)
kb/j : kilo (millier) baril par jour
M : million
Mb/j : million b/j
km² : kilomètre carré
m³ : mètre cube
\$ et/ou dollar : dollar US
\$/b : dollar par baril
€ : euro

Définitions

Le terme « Société » utilisé dans le présent rapport se réfère exclusivement à Total Gabon.

Les termes « TOTAL », « Groupe » et « groupe Total » utilisés dans le présent rapport se réfèrent, de façon collective, à la société française TOTAL S.A. et l'ensemble de ses filiales directes ou indirectes situées en France ou hors de France.

Table de conversion

1 b/j = environ 50 t/an
1 t = environ 7,5 b (pour une densité de 37° API)

SOMMAIRE

Attestation du Rapport financier semestriel	3
Rapport semestriel d'activité.....	4
Principales données financières	4
Résultats du deuxième trimestre 2015	4
Résultats du premier semestre 2015.....	6
Faits marquants depuis le début de l'année 2015	8
Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice 2015.....	9
Comptes condensés au 30 juin 2015	10
Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes	10
Bilan au 30 juin 2015	11
Compte de résultat	13
Annexe aux comptes condensés au 30 juin 2015.....	18
Règles et méthodes comptables.....	19
Informations complémentaires sur le bilan au 30 juin 2015	24
Commentaires sur le compte de résultat	29

RAPPORT FINANCIER DU 1^{er} SEMESTRE 2015

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le premier semestre de l'exercice 2015 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, des principales transactions entre parties liées, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 4 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels ainsi qu'une description des principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le rapport des contrôleurs légaux sur l'examen limité des comptes condensés précités figure à la page 10 du présent Rapport financier semestriel. »

Henri-Max Ndong-Nzué
Directeur Général



Le présent Rapport financier semestriel a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française le 31 juillet 2015, conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier en vigueur en France.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

PRINCIPALES DONNÉES FINANCIÈRES

		2T15	1T15	2T15 vs 1T15	1S15	1S14	1S15 vs 1S14
Prix moyen du Brent	\$/b	61,9	53,9	+15%	57,8	108,9	-47%
Prix moyen des bruts Total Gabon	\$/b	56,5	50,0	+13%	53,2	104,6	-49%
Production de pétrole brut des champs opérés par Total Gabon	kb/j ⁽¹⁾	54,4	53,2	+2%	53,8	57,4	-6%
Production de pétrole brut liée aux participations de Total Gabon ⁽²⁾	kb/j	44,7	43,7	+2%	44,2	47,7	-7%
Volumes de brut vendus par Total Gabon	Mb ⁽³⁾	3,90	4,21	-7%	8,11	7,29	+11%
Chiffre d'affaires	M\$	241	225	+7%	466	789	-41%
Capacité d'autofinancement globale	M\$	85	-12	na	73	450	-84%
Investissements pétroliers	M\$	72	78	-8%	150	362	-59%
Résultat net	M\$	1	-27	na	-27	117	na

(1) kb/j : milliers de barils par jour

(2) Chiffres comprenant les barils de fiscalité revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production

(3) Mb : millions de barils

RÉSULTATS DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2015

Prix de vente

Au deuxième trimestre 2015, le prix moyen du Brent a atteint 61,9 dollars par baril (\$/b), en hausse de 15% par rapport au premier trimestre 2015 (53,9 \$/b). Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé à 56,5 \$/b au deuxième trimestre 2015, soit une augmentation de 13% par rapport au trimestre précédent (50,0 \$/b).

Production

Au deuxième trimestre 2015, la part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon ⁽¹⁾ s'est établie à 44 700 barils par jour (b/j), en hausse de 2% par rapport au premier trimestre 2015 (43 700 b/j). Cette augmentation s'explique principalement par :

⁽¹⁾ Y compris les barils de fiscalité revenant à l'État dans le cadre des contrats de partage de production

- l'amélioration de la stabilité du réseau gaz HP d'Anguille et la résolution partielle des difficultés opérationnelles du premier trimestre ;
- la fin, au 1^{er} février 2015, du mouvement de grève lancé par le syndicat ONEP le 2 décembre 2014.

Partiellement compensée par :

- l'arrêt planifié du secteur Anguille pour travaux sur la torche ;
- l'arrêt planifié du champ de Gonelle pour maintenance préventive du compresseur.

Chiffre d'affaires

Au deuxième trimestre 2015, le chiffre d'affaires s'élève à 241 millions de dollars (M\$), en hausse de 16 M\$ (+7%) par rapport au premier trimestre 2015 (225 M\$). Cette augmentation s'explique par la hausse du prix de vente des qualités de brut commercialisées par Total Gabon (+28 M\$), du négoce de pétrole brut pour le compte de tiers (+9 M\$) et des prestations fournies aux tiers (+7 M\$), partiellement compensée par la baisse des volumes vendus sur la période liée au planning des enlèvements (-28 M\$).

Capacité d'autofinancement globale

La capacité d'autofinancement globale ressort à 85 M\$ au deuxième trimestre 2015 à comparer à -12 M\$ au premier trimestre 2015. Cette hausse s'explique principalement par :

- la hausse du chiffre d'affaires ;
- la hausse du volume des productions stockées ;
- l'évolution positive de l'écart de change sur les créances et les dettes libellées en euros et francs CFA.

Partiellement compensée par :

- un programme plus important de travaux de gros entretien fond et surface.

Investissements

Au deuxième trimestre 2015, les investissements s'élèvent à 72 M\$, comparés à 78 M\$ au premier trimestre 2015. Ils concernent principalement les travaux suivants :

- la campagne de forage de la phase 3 du redéveloppement du champ d'Anguille (puits AGMN080 et AGMN081) ;
- la fin de la campagne de reprise de puits sur les champs de Torpille (Work Over TRM014 et Work Over TRM015) ;
- et les travaux d'intégrité/pérennité sur les installations offshore (Anguille, Torpille et Grondin).

Résultat net

Le résultat net au deuxième trimestre 2015 s'établit à 1 M\$ contre -27 M\$ au premier trimestre 2015, soit une hausse de 28 M\$. Cette augmentation s'explique principalement par :

- la hausse du chiffre d'affaires ;
- la hausse du volume des productions stockées ;
- la baisse de l'effort d'exploration ;
- l'évolution positive de l'écart de change sur les créances et les dettes libellées en euros et francs CFA.

Partiellement compensée par :

- une hausse des amortissements ;
- un programme plus important de travaux de gros entretien fond et surface.

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2015

Prix de vente

Au premier semestre 2015, le prix moyen du Brent s'est établi à 57,8 \$/b, en baisse de 47% par rapport au premier semestre 2014 (108,9 \$/b). Le prix de vente moyen des deux qualités de pétrole brut commercialisées par Total Gabon (Mandji et Rabi Light) s'est élevé au premier semestre 2015 à 53,2 \$/b, en baisse de 49% par rapport au premier semestre 2014 (104,6 \$/b).

Production

Au premier semestre 2015, la part de production de pétrole brut (opérée et non opérée) liée aux participations de Total Gabon⁽¹⁾ s'est élevée à 44 200 b/j contre 47 700 b/j au premier semestre 2014, soit une baisse de 7%. Cette baisse s'explique principalement par :

- l'instabilité du réseau gaz HP d'Anguille et les difficultés opérationnelles au premier semestre 2015 ;
- l'impact, sur le premier trimestre 2015, du mouvement de grève lancé par le syndicat ONEP du 2 décembre 2014 au 1^{er} février 2015 ;
- l'arrêt planifié du secteur Anguille pour travaux sur la torche ;
- l'arrêt planifié du champ de Gonelle pour maintenance préventive du compresseur.

¹ Y compris les barils de fiscalité revenant à l'Etat dans le cadre des contrats de partage de production

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2015 s'élève à 466 M\$ contre 789 M\$ au premier semestre 2014, soit une diminution de 323 M\$ (-41%). Ce recul s'explique principalement par la baisse du prix de vente des qualités de brut commercialisées par Total Gabon (-373 M\$) partiellement compensée par la hausse des volumes vendus sur la période liée au planning des enlèvements (+44 M\$), du négoce de pétrole brut pour le compte de tiers (+4 M\$) et des prestations aux tiers (+2 M\$).

Capacité d'autofinancement globale

La capacité d'autofinancement globale ressort à 73 M\$ au premier semestre 2015 contre 450 M\$ au premier semestre 2014. Cette baisse s'explique principalement par :

- le recul du chiffre d'affaires ;
- la baisse du volume des productions stockées.

Partiellement compensée par :

- un programme moins important de gros entretien fond et surface.

Investissements

Au premier semestre 2015, les investissements s'élèvent à 150 M\$ contre 362 M\$ au premier semestre 2014. Les investissements du premier semestre 2015 concernent principalement :

- la campagne de forage de la phase 3 du redéveloppement du champ d'Anguille (puits AGMN078, AGMN079, AGMN080 et AGMN081) ;
- la fin de la campagne de reprise de puits sur les champs d'Anguille (Work Over AGMN512) et de Torpille (Work Over TRM014 et Work Over TRM015) ;
- et les travaux d'intégrité/pérennité sur les installations offshore (Anguille, Torpille et Grondin).

Résultat net

Le résultat net du premier semestre 2015 ressort à -27 M\$ contre 117 M\$ au premier semestre 2014. Cette baisse s'explique principalement par :

- le recul du chiffre d'affaires ;
- la baisse du volume des productions stockées.

Partiellement compensée par :

- une baisse des amortissements ;
- un programme moins important de travaux de gros entretien fond et surface ;
- la baisse de l'effort d'exploration.

FAITS MARQUANTS DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE 2015

Gouvernement d'entreprise

Le 24 mars 2015, le Conseil d'administration de Total Gabon s'est réuni sous la présidence de M. Guy Maurice. Il a arrêté les comptes de Total Gabon pour l'exercice 2014 et a décidé de proposer à l'Assemblée générale des actionnaires, convoquée le 27 mai 2015, la distribution d'un dividende de 10 dollars US par action au titre de l'exercice 2014

Le 27 mai 2015, l'Assemblée générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires de Total Gabon s'est réunie à Libreville et a approuvé le versement d'un dividende net d'impôt de 10,00 dollars par action au titre de l'exercice 2014. Le service du dividende en 2015, au titre de l'exercice 2014, s'est établi à 45 M\$.

Le dividende a été mis en paiement le mercredi 17 juin 2015 pour une contre valeur de 9,21 euros par action sur la base du cours du dollar de la Banque centrale européenne du 27 mai 2015 fixé à 0,9206 euro pour un dollar.

Exploration

Permis Diaba (Total Gabon opérateur)

Sur le permis Diaba, les données sismiques acquises fin 2014 sur la zone ouest du permis sont en cours de traitement et devraient permettre un inventaire complet de la prospectivité de ce permis. Les résultats préliminaires de l'interprétation sismique confirment la présence d'objets prospectifs à l'anté-sel, à l'ouest de la structure de Mango forée par le puits Diaman-1.

Sur le permis Nziembou (opéré par Perenco), le puits Igongo-1ST a été connecté aux installations d'Echira opérées par Perenco. Les tests de production ont commencé en juin 2015.

Développement

Re-développement du champ d'Anguille

Les opérations de forage de la phase 3 du projet de re-développement du champ d'Anguille se sont poursuivies depuis la plateforme Anguille Marine Nord (AGMN) avec l'appareil de forage Setty.

Le puits AGMN081, dix-huitième puits (sur les vingt-et-un) de la phase 3 du projet de redéveloppement du champ d'Anguille, a été livré et sera mis en production fin Juillet 2015. Les trois derniers puits ont été reportés en 2017.

PRINCIPAUX RISQUES ET PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE 2015

Les activités de Total Gabon sont exposées à certains facteurs de risque notamment sur les plans politique, économique, monétaire, juridique, environnemental, social, sectoriel, concurrentiel, opérationnel ou financier. Une description de ces facteurs de risques figure dans le Rapport financier annuel afférent à l'exercice 2014 et déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers de la République française.

Ces risques sont susceptibles de survenir non seulement pendant les six derniers mois restants de l'exercice en cours, mais également durant les exercices ultérieurs.

COMPTES CONDENSÉS AU 30 JUIN 2015

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

RAPPORT D'EXAMEN LIMITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SEMESTRIELS CONDENSES

Aux Actionnaires,

Introduction

En exécution de la mission qui nous a été confiée et en notre qualité de commissaires aux comptes, nous avons procédé à l'examen limité des comptes semestriels condensés de la société Total Gabon, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, à qui il appartient d'établir ces comptes conformément aux principes comptables définis dans l'acte comptable de l'OHADA (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires). Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Étendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 relative à l'examen limité de comptes intermédiaires. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'audit internationales. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit. En conséquence, nous ne formulons pas une opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels condensés avec les principes comptables décrits dans la note « Règles et méthodes comptables » des comptes semestriels condensés joints au présent rapport.

Libreville, le 29 juillet 2015

Les commissaires aux comptes

ERNST & YOUNG Gabon

Claude AYO-IGUENDHA

Christelle-Tatiana Onanga Bouyou

BILAN AU 30 JUIN 2015

ACTIF (en milliers de dollars US)				
	30 juin 2015		31 décembre 2014	
	Montant brut	Amort./Prov.	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	1 911 361	1 905 082	6 279	14 482
Frais de recherche et de développement	257 954	256 806	1 148	671
Exploration pétrolière et minière	1 308 211	1 308 211		
Concessions et droits similaires, brevets, licences	331 529	326 409	5 120	13 788
Logiciel	13 667	13 656	11	23
Immobilisations corporelles	7 760 440	5 779 800	1 980 640	1 960 823
Terrains	24 033	21 963	2 070	2 178
Bâtiments	130 825	91 160	39 665	37 571
Sondages d'exploitation, installations et agencements	7 411 310	5 501 198	1 910 112	1 887 144
Autres immobilisations corporelles	194 272	165 479	28 793	33 930
Immobilisations financières	458 969	3 089	455 880	454 250
Titres de participation	721	363	358	358
Autres immobilisations financières	458 248	2 726	455 522	453 892
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	10 130 770	7 687 971	2 442 799	2 429 555
ACTIF CIRCULANT				
Stocks	228 819	40 941	187 878	188 840
Matières premières et autres approvisionnements	210 270	36 717	173 553	178 166
Quote-part sur stocks associés	18 549	4 224	14 325	10 674
Produits intermédiaires et finis				
Créances et emplois assimilés	523 681	5 255	518 426	700 015
Fournisseurs, avances versées	18 502		18 502	31 172
Clients	217 062	5 255	211 807	181 702
Autres créances	288 117		288 117	487 141
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	752 500	46 196	706 304	888 855
Disponibilités	116 688		116 688	110 797
TOTAL TRÉSORERIE-ACTIF (III)	116 688		116 688	110 797
Ecarts de conversion Actif (IV) (perte probable de change)	32 173		32 173	32 466
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	11 032 131	7 734 167	3 297 964	3 461 673

BILAN AU 30 JUIN 2015

PASSIF avant répartition (en milliers de dollars US)	30 juin 2015	31 décembre 2014
CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Capital	76 500	76 500
Primes et Réserves	1 456 473	1 413 508
Réserve légale	15 300	15 300
Autres réserves	136	136
Report à nouveau	1 441 037	1 398 072
Résultat net de l'exercice	-26 797	87 965
Autres capitaux propres	350 928	317 899
Provisions réglementées et fonds assimilés	350 928	317 899
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	1 857 104	1 895 872
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES		
Emprunts et dettes financières diverses	300 128	300 396
Provisions financières pour risques et charges	657 294	669 735
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (II)	957 422	970 131
TOTAL RESSOURCES STABLES (I + II)	2 814 526	2 866 003
PASSIF CIRCULANT		
Clients, avances reçues		
Fournisseurs d'exploitation	220 665	293 924
Dettes fiscales	14 311	89 690
Dettes sociales	12 242	15 969
Associés dans le cadre de conventions particulières et autres dettes	122 461	86 788
TOTAL PASSIF CIRCULANT (III)	369 679	486 371
Concours bancaires et découverts bancaires	91 255	100 069
TOTAL TRÉSORERIE- PASSIF IV	91 255	100 069
Ecarts de conversion Passif (V) (gain probable de change)	22 504	9 230
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	3 297 964	3 461 673

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers de dollars US)

CHARGES (1^{ère} partie)	1er semestre 2015	1er Trim 2015	année 2014
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Achats de matières premières et autres approvisionnements (1)	68 957	32 784	137 537
Autres achats (2)	22 993	10 910	77 539
Variation de stocks (3)	-5 882	-6 963	-5 647
Transports	45 788	25 370	134 480
Services extérieurs	236 253	118 502	1 007 683
Impôts, taxes et versements assimilés	68 519	38 482	313 430
Autres charges	1 457	432	2 195
Sous-total (4)	438 085	219 517	1 667 217
Charges de personnel	31 579	15 735	86 075
<i>dont personnel extérieur</i>	0	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	204 721	132 684	1 109 272
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	674 385	367 936	2 862 564
PRODUITS (1^{ère} partie)			
ACTIVITÉ D'EXPLOITATION			
Ventes - hydrocarbures	431 249	211 173	1 451 116
Travaux, services vendus	35 122	14 144	87 361
CHIFFRE D'AFFAIRES (5)	466 371	225 317	1 538 477
<i>dont à l'exportation</i>	405 872	204 138	1 336 225
Production stockée - hydrocarbures (6)	-101 233	-110 823	131 366
Production immobilisée (7)	148 545	74 987	732 826
<i>dont Part société</i>	149 688	78 041	658 853
<i>dont Part tiers associés</i>	-1 143	-3 054	73 973
MARGE BRUTE SUR MATIÈRES = (5+6+7-1-2-3)	427 615	152 750	2 193 240
Autres produits et frais d'exploitation à charge de tiers (8)	61 749	23 817	151 953
VALEUR AJOUTÉE = (5+6+7+8-4)	137 347	-6 219	887 405
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	105 768	-21 954	801 330
Reprises de provisions	82 529	76 387	570 420
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	657 961	289 685	3 125 042
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (Bénéfice)	-16 424	-78 251	262 478

COMPTE DE RÉSULTAT

(en milliers de dollars US)

CHARGES (2^{ème} partie)	1er semestre 2015	1er Trim 2015	année 2014
REPORT TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	674 385	367 936	2 862 564
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Frais financiers	6 449	2 866	9 075
Pertes de change	18 520	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions	378	0	948
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	25 347	2 866	10 023
TOTAL DES CHARGES DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	699 732	370 802	2 872 587
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	8 312	0	0
Charges HAO	0	0	0
Dotations HAO	0	0	0
TOTAL DES CHARGES HAO	8 312	0	0
IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS			
Impôts sur les sociétés	0	0	180 000
TOTAL IMPÔTS	0	0	180 000
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	708 044	370 802	3 052 587
PRODUITS (2^{ème} partie)	1er semestre 2015	1er Trim 2015	année 2014
REPORT TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	657 961	289 685	3 125 042
ACTIVITÉ FINANCIÈRE			
Revenus financiers	485	298	1 029
Gains de change	0	12 329	14 481
Reprises de provisions	22 796	0	0
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	23 281	12 627	15 510
RÉSULTAT FINANCIER	-2 066	9 761	5 487
TOTAL DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	681 242	302 312	3 140 552
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS ORDINAIRES	-18 490	-68 490	267 965
HORS ACTIVITÉS ORDINAIRES (HAO)			
Produits des cessions d'immobilisations	5	0	0
Produits HAO	0	0	0
Reprises HAO	0	40 974	0
TOTAL DES PRODUITS HAO	5	40 974	0
RÉSULTAT HAO	-8 307	40 974	0
TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	681 247	343 286	3 140 552
RÉSULTAT NET	-26 797	-27 516	87 965

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

1 ^{ère} Partie : Détermination des soldes financiers au 30 juin 2015 (en milliers de dollar US)				
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (CAFG)				
Frais financiers	6 449	Excédent Brut d'Exploitation		105 768
Pertes de changes	18 520	Revenus financiers		485
Charges HAO	8 312	Gain de change		0
Impôts sur résultat	0	Produit HAO		5
Total (I)	33 281	Total (II)		106 258
2015				
2014				
CAFG : total (II) - total (I) =			72 977	627 765
Distribution de dividendes			45 000	153 001
AUTOFINANCEMENT (A.F)			27 977	474 764
VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (B.F.E) entre 2014 et 2015				
	Emplois augmentation (+)	Ressources diminution (-)	Emplois diminution (-)	Ressources augmentation (+)
A - Variation des stocks			C - Variation des dettes circulantes	
Marchandises	0	0	Clients, avances reçues	0
Matières premières	4 411	0	Fournisseurs d'exploitation	73 259
En cours	0	0	Dettes fiscales	75 379
Produits fabriqués	0	0	Dettes sociales	3 727
Variation globale nette des stocks	4 411	0	Autres dettes	0
B - Variation des créances			Risques provisionnés	48 947
Fournisseurs, avances versées	0	12 670	Variation globale nette des dettes circulantes	
Clients	0	25 826	103 418	0
Autres créances	0	199 317		
Variation globale nette des créances	0	237 813	VARIATION DU BFE = A + B + C	
			-129 984	
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION (ETE)				
			2015	2014
Excédent brut d'exploitation			105 768	801 330
Variation du BFE (- si emplois ; + si ressources)			129 984	-39 605
Production immobilisée			-148 545	-732 826
EXCÉDENT DE TRÉSORERIE D'EXPLOITATION			87 207	28 899

TABLEAU FINANCIER DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

2^{ème} Partie- Tableau financier des ressources et des emplois (en milliers de dollars US)				
	Année 2015		Année 2014	
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I. INVESTISSEMENTS ET DESINVESTISSEMENTS				
Croissance interne				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	149 669	8 312	658 886	0
Exploration	4 898	8 312	53 183	0
Développement	140 101	0	591 643	0
Investissements généraux	4 670	0	14 060	0
Croissance externe				
Acquisitions/Cessions d'immobilisations financières	4 417	2 786	15 886	7 525
I. INVESTISSEMENT TOTAL	142 988	0	667 247	0
II. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION	-129 984		39 605	0
A - EMPLOIS ÉCONOMIQUES À FINANCER	13 004	0	706 852	0
III. EMPLOIS/RESSOURCES	0	0	0	0
IV. EMPLOIS FINANCIERS CONTRAINTS (1)	0	0	0	0
B - EMPLOIS TOTAUX À FINANCER	13 004	0	706 852	0
V. FINANCEMENT INTERNE	45 000	72 977	153 001	627 765
Dividendes (emplois) / CAFG (Ressources)	45 000	72 977	153 001	627 765
VI. FINANCEMENT PAR LES CAPITAUX PROPRES	0	0	0	0
VII. FINANCEMENT PAR DE NOUVEAUX EMPRUNTS (2)	268	0	0	140 177
Emprunts (2)	0		0	
Autres dettes financières (2)	268		0	140 177
C - RESSOURCES NETTES DE FINANCEMENT	0	27 709	0	614 941
D - EXCÉDENT OU INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE FINANCEMENT (C – B)		14 705	91 911	
VIII. VARIATION DE LA TRÉSORERIE				
Trésorerie nette à la clôture de l'exercice	25 433	0	10 728	0
Trésorerie nette à l'ouverture de l'exercice	10 728	0	102 639	0
VARIATION TRÉSORERIE	14 705			91 911
Contrôle : D = VIII avec signe opposé	0	0	0	
(1) (Remboursements (selon échéancier) des emprunts et dettes financières à l'exclusion des remboursements anticipés portés en VII)				
(2) Remboursements anticipés inscrits séparément en emplois				

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

(en milliers de dollars US)					
	Capital	Primes & Réserves	Provisions Réglementées	Résultat	Total des capitaux propres
Capitaux propres au 01/01/2015	76 500	1 413 508	317 899	87 965	1 895 872
Affectation du résultat précédent	0	87 965	0	-87 965	0
Distribution des Dividendes	0	-45 000	0	0	-45 000
Résultat de l'exercice	0	0	0	-26 797	-26 797
Provision PID - PIH (1)	0	0	15 059	0	15 059
Amortissements Dérogatoires	0	0	17 970	0	17 970
Capitaux propres au 30/06/2015	76 500	1 456 473	350 928	-26 797	1 857 104
(1) Dont dotation de l'exercice : 15 059 K\$					

ANNEXE AUX COMPTES CONDENSÉS AU 30 JUIN 2015

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Les comptes semestriels de la Société ont été arrêtés conformément aux principes comptables définis dans l'Acte comptable de l'Ohada (Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires) portant sur l'organisation et l'harmonisation des comptabilités, à l'exception de quelques dérogations liées, d'une part, à la spécificité du secteur pétrolier et, d'autre part, à l'application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de ses avenants.

Les comptes semestriels de la Société au 30 juin 2015 sont arrêtés selon les mêmes méthodes que ceux de l'exercice clos le 31 décembre 2014.

En application de la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et de l'avenant N° 29 du 10 mars 1994, et conformément aux dispositions de l'article 916 alinéa 1 de l'Acte Uniforme Ohada, la comptabilité de la Société est tenue en dollar américain.

La comptabilisation aux normes Ohada (dont les principaux éléments relatifs aux règles et méthodes comptables utilisées pour l'établissement du présent Rapport financier semestriel sont rappelés ci-après) est pour l'essentiel, en ligne avec le Plan Comptable Général français de 1982.

L'unité de présentation des états financiers est le millier de dollars.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Immobilisations incorporelles

Ces immobilisations comprennent :

- des dépenses de géologie et de géophysique ;
- des forages d'exploration ;
- des droits miniers.

1.1. *Dépenses de géologie et de géophysique*

Les dépenses de géologie, de géophysique et de sondages d'exploration sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et regroupées dans le poste "Exploration pétrolière et minière". Ces dépenses sont amorties à 100% l'année de leur engagement.

1.2. *Forages d'exploration*

Les puits d'exploration sont immobilisés et comptabilisés dans la rubrique "Exploration pétrolière et minière". Les puits d'exploration sont amortis à 100 % l'année du forage. Lorsqu'un puits est utilisé lors du développement d'un champ, l'amortissement précédemment pratiqué au titre de l'exploration est repris. Ce puits est alors amorti à compter de la date de mise en production du champ.

1.3. *Droits miniers*

- Les droits miniers sont dits "non prouvés" si les droits acquis ne donnent pas directement accès à des réserves prouvées. Ces droits comprennent principalement des bonus de signature, qui sont des dépenses engagées pour obtenir le droit d'explorer ou d'exploiter les hydrocarbures sur une zone spécifique.

Les droits miniers non prouvés sont immobilisés et comptabilisés en immobilisations incorporelles, sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les droits miniers non prouvés sont amortis à 100% l'année de leur acquisition.

- Les droits miniers sont dits "prouvés" si les droits acquis permettent l'accès à des réserves prouvées. Les droits prouvés comprennent principalement des bonus de signature, tels que définis ci-dessus, et des bonus de production payés à l'occasion de l'atteinte de seuils de production relatifs à une période (à la hausse comme à la baisse), ou de seuils de production cumulée.

Bonus de signature :

Les bonus de signature donnant accès à des réserves prouvées sont immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences".

Les bonus de signature sont amortis selon les clauses prévues par la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants.

Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" dès lors que l'obligation contractuelle de paiement acquiert une probabilité sur la base de l'analyse des profils de production correspondant aux réserves prouvées.

Les bonus de production sont amortis sur la base des clauses spécifiques prévues dans la Convention d'établissement ou, le cas échéant, dans les Contrats d'Exploitation en Partage de Production (CEPP).

2. Immobilisations corporelles

Les coûts de développement et de production, incluant les coûts de forage de puits de développement et les coûts engagés pour la construction de capacités de production, sont immobilisés et regroupés en immobilisations corporelles.

Ces immobilisations corporelles techniques spécifiques à l'activité sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production par l'entreprise. La valeur des immobilisations tient compte de toute révision de prix (à la hausse ou à la baisse) due à la variation des coûts immobilisés pouvant intervenir sur des exercices différents.

Les immobilisations acquises ou réalisées par Total Gabon dans le cadre de l'avenant 31 et ayant fait l'objet d'un programme détaillé de développement présenté et approuvé par l'administration en charge des hydrocarbures, peuvent fiscalement être amorties linéairement sur une période de 3 ans à compter de la date d'investissement (article 15.2 tel que redéfini dans l'article 9 de l'avenant 31).

Le complément d'amortissement résultant de la différence entre les amortissements pratiqués sur une durée de trois exercices fiscaux sur des immobilisations acquises ou réalisées par la société (amortissements fiscaux) et les amortissements pour dépréciation tels que résultant de l'application des règles habituelles, constitue un amortissement dérogatoire. Cette différence est comptabilisée au compte de provision pour amortissements dérogatoires.

Les amortissements relatifs aux autres immobilisations sont également calculés selon le mode linéaire, conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et ses avenants, et aux dispositions du Code général des Contributions Directes et Indirectes et de l'arrêté N°00176/MFBP/DG-CDI/SG pris par le Ministre des Finances gabonais le 3 août 1992.

Les immobilisations en cours (installations, forages de développement) sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), ou à leur coût de production par la Société. Elles sont virées en immobilisations à la date de mise en service.

3. Immobilisations financières

Les immobilisations financières regroupent les titres de participation et avances liées ainsi que les montants placés sur les comptes dédiés en prévision des travaux futurs de restitution des sites.

Les participations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les provisions sont constituées en fonction des dernières informations connues sur la situation d'inventaire de la Société.

4. Stocks de matières premières et autre approvisionnement

Les stocks sont évalués suivant la méthode du Coût Moyen Pondéré. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires majorés des frais de douane et de transit. Une provision pour dépréciation des stocks de matières consommables est constatée en fonction de l'ancienneté des stocks.

5. Stocks de produits intermédiaires et finis

Les produits finis (hydrocarbures) sont valorisés au coût de production comprenant les frais de champ, le transport et l'amortissement des biens concourant à la production, ainsi que la redevance de production.

Une provision pour dépréciation des stocks d'hydrocarbures est constatée par actif et par produit lorsque le coût de production est supérieur à la valeur nette de réalisation à la clôture.

6. Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances et dettes en devises sont évaluées au cours de la date de clôture de l'exercice. Les écarts sur le taux de change résultant de cette évaluation sont comptabilisés au bilan dans un compte d'écart de conversion.

7. Disponibilités

Les disponibilités en devises sont converties sur la base des cours de change à la clôture de l'exercice, le gain ou la perte de change est inscrit dans les charges et produits financiers de l'exercice clos.

8. Charges de personnel extérieur

Les charges de personnel extérieur se rapportent à de contrats de prestations de service et sont à classer en tant que telles dans les services extérieurs au compte de résultat.

9. Reprises de provision hors activités ordinaires

Les reprises de provisions hors activités ordinaires (HAO) concernent les amortissements dérogatoires. Elles étaient précédemment classées en reprise de provisions dans le compte produits d'exploitation.

10. Provisions réglementées

Conformément à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 et à ses avenants, les provisions réglementées comprennent une Provision pour Investissements Diversifiés (PID) et une Provision pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH) dont les montants annuels ne peuvent excéder un pourcentage déterminé du chiffre d'affaires sous régime convention de la Société. La dotation de la période figure en charges d'exploitation ordinaire. Les utilisations de la période font l'objet de reprises de provision à due concurrence comptabilisées en produits d'exploitation ordinaire.

11. Provisions pour restitution des sites

Suivant les règles en vigueur dans la profession, les travaux futurs pour abandon de puits et restitution des sites font l'objet d'un chiffrage prévisionnel. Les coûts qui en résultent, sont corrigés de l'inflation

jusqu'à la date prévue des travaux et provisionnés progressivement en fonction de la durée de vie des champs ou de la date prévue des travaux, selon une formule de calcul contractuelle, établie dans :

- l'avenant 31 à la Convention d'établissement du 19 avril 1971 pour les champs régis par la Convention ;
- les Contrats d'Exploitation et de Partage de Production pour les champs opérés sous le régime de partage de production.

Les montants provisionnés sont placés sur des comptes bancaires dédiés.

La dotation annuelle de la provision tient compte du rythme de capitalisation des intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés.

La dotation aux provisions est comptabilisée en charges d'exploitation.

Les intérêts dégagés sur les comptes bancaires dédiés sont comptabilisés en produits financiers.

12. Autres provisions pour risques et charges

12.1. Bonus de production :

Les bonus de production sont provisionnés et immobilisés sous la rubrique "Concessions et droits similaires, brevets, licences" - cf. 1.3 ci-dessus.

12.2. Provision pour congé d'attente retraite :

Cette provision couvre les coûts de maintien partiel du salaire des personnels partis en préretraite. Elle est reprise chaque année à hauteur des indemnités versées aux personnels qui en bénéficient.

12.3. Provision pour indemnité de service rendu :

Cette provision, fondée sur les dispositions des accords collectifs d'entreprise du 21 octobre 1994 révisés en février 2006 est calculée sur la moyenne du salaire global des douze derniers mois par année de présence continue suivant les hypothèses et taux ci-dessous:

- Taux d'actualisation : 4,25%
- Augmentation du salaire de base : 3,00%
- Taux d'inflation : 2,00%

Jusqu'à 15 ans	30%
De 16 ans jusqu'à 25 ans	35%
De 26 ans jusqu'à 30 ans	40%
Au-delà de 31 ans	45%

13. Intéressement des salariés

L'intéressement calculé suivant les dispositions du protocole d'accord signé le 18 juin 2015 par les délégués du personnel et la direction de la Société est comptabilisé dans les charges de personnel.

14. Impôts

La charge présentée au compte de résultat est une charge (ou un produit) d'impôt courant comprenant :

- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux champs opérés sous le régime de la Convention. Le taux d'imposition appliqué au résultat généré par ces activités est de 76,5% ;
- la charge (ou le produit) d'impôt relatif aux activités non rattachées à la production d'hydrocarbures (essentiellement des produits financiers sur placements). Le taux d'imposition appliqué à ces activités s'élève à 35%.

Cette charge (ou ce produit) d'impôt ne comprend pas la charge de dotation aux Provisions pour Investissements Diversifiés (PID) et aux Provisions pour Investissements dans les Hydrocarbures (PIH), intégralement comptabilisée en résultat d'exploitation.

A noter, enfin, que la charge d'impôt relative aux champs opérés sous le régime des Contrats d'Exploitation et de Partage de Production (CEPP) est incluse dans la quantité de pétrole brut revenant à la République Gabonaise.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2015

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Actif immobilisé (en milliers de dollars US)					
SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Montant brut à l'ouverture de l'exercice	B		C Cession Scissions hors service	D = A + B - C Montant brut à la clôture de l'exercice
		Acquisitions Apports Créations	Virements de poste à poste + ou -		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 952 729	4 898	0	46 266	1 911 361
Frais de recherche et de développement	270 785	-12 831		0	257 954
Exploration pétrolière et minière	1 291 602	16 609		0	1 308 211
Concessions et droits similaires, brevets et licences	376 518	1 120		46 109	331 529
Logiciel	13 824	0	0	157	13 667
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	7 633 075	144 771	0	17 406	7 760 440
Terrains	29 154	-3	0	5 118	24 033
Bâtiments	124 538	4 845	1 749	307	130 825
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	7 270 733	140 101	476	0	7 411 310
Autres immobilisations corporelles	208 650	-172	-2 225	11 981	194 272
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	457 339	4 417	0	2 787	458 969
Titres de participation	721	0			721
Autres immobilisations financières	456 618	4 417		2 787	458 248
TOTAL GÉNÉRAL	10 043 143	154 086	0	66 459	10 130 770
Nota: Aucun bien pris en crédit bail et contrats assimilés. Les autres immobilisations financières sont constitués des fonds de restitution des sites et des prêts aux collaborateurs ; le montant des prêts remboursés au cours de l'exercice s'élève à 2 787 k\$					
Amortissements (en milliers de dollars US)					
SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations de l'exercice	C Diminutions Amortissements des éléments sortis de l'actif	D = A + B - C Cumul des amortissements à la clôture de l'exercice	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 938 247	4 789	37 954	1 905 082	
Frais de recherche et de développement	270 114	-13 308	0	256 806	
Exploration pétrolière et minière	1 291 602	16 609	0	1 308 211	
Concessions et droits similaires, brevets et licences	362 730	1 476	37 797	326 409	
Logiciel	13 801	12	157	13 656	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 672 252	124 954	17 406	5 779 800	
Terrains	26 976	106	5 119	21 963	
Bâtiments	86 967	4 500	307	91 160	
Sondages d'exploitation, Installations et agencements	5 383 589	117 609	0	5 501 198	
Autres immobilisations corporelles	174 720	2 739	11 980	165 479	
TOTAL GÉNÉRAL	7 610 499	129 743	55 360	7 684 882	

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2015

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Plus-values et moins-values de cession et réformes d'actifs (en milliers de dollars US)					
	A Montant brut	B Amortissements pratiques	C= A-B Valeur comptable nette	D Prix de cession	E= D-C Plus ou moins value
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 266	37 955	8 311	-	8 311
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17 405	17 405	-	-	-
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES	-	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	63 671	55 360	8 311	-	8 311

Provisions inscrites au bilan (en milliers de dollars US)				
SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A Provisions à l'ouverture de l'exercice	B Augmentations Dotations	C Diminutions Reprises	D= A+B-C Provisions à la clôture de l'exercice
Provisions pour risques et charges	72 067	3 564	45 602	30 029
Provisions pour restitution de sites	597 668	31 237	1 640	627 265
(I) PROVISIONS AU PASSIF	669 735	34 801	47 242	657 294
Provisions financières	3 089	0	0	3 089
- sur titres de participation	363			363
- sur prêts et avances	2 726			2 726
Dépréciations des stocks	35 569	6 415	1 043	40 941
- Produits Finis	-			-
- matières premières et autres approvis.	31 359	6 401	1 043	36 717
- sur stocks associés	4 210	14		4 224
Dépréciations et risques provisionnés (Tiers)	61 186	4 951	60 882	5 255
(II) PROVISIONS EN MOINS A L'ACTIF	99 844	11 366	61 925	49 285
TOTAL (I + II)	769 579	46 167	109 167	706 579

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2015

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Échéances des créances à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)					
Créances	Montant brut	Analyse par échéances			
		A 1 an au plus		A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans
			Dont échues		
CRÉANCES DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	458 969	62 869		5 505	390 595
Prêts (1)	15 961	2 869		5 505	7 587
Créances rattachées à des participations	2 360				2 360
Autres immobilisations financières (2)	440 648	60 000			380 648
CRÉANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	523 681	523 681			
Avances Fournisseurs	18 502	18 502			
Clients et comptes rattachés (3)	217 062	217 062			
Personnel	1 508	1 508			
Sécurité sociale et organismes sociaux					
État (4)	157 393	157 393			
Organismes internationaux					
Associés et Groupe	125 523	125 523			
Débiteurs divers	3 693	3 693			
TOTAL (I) + (II)	982 650	586 550		5 505	390 595
(1) Prêts accordés en cours d'exercice 5 039 k\$. Remboursements obtenus en cours d'exercice : 1 780 k\$.					
(2) Au 30/06/2015, placements pour restitution des sites en cours d'exercice 378 k\$					
(3) Au 30/06/2015, entreprises liées : Total Oil Trading 153 548 K\$ et SOGARA 10 367 K\$					
(4) Au 30/06/2015 créance sur le Trésor Public au titre des demandes de remboursements de TVA : 111 912 k\$					
Échéances des dettes à la clôture de l'exercice (en milliers de dollars US)					
Dettes	Montant brut	Analyse par échéances			
		A 1 an au plus		A plus d'1 an et à 2 ans au plus	A plus de 2 ans
			Dont échues		
DETTES FINANCIÈRES ET RESSOURCES ASSIMILÉES (I)	300 128	300 128			
Emprunts et dettes des établissements de crédit (1)	300 128	300 128			
DETTES DU PASSIF CIRCULANT (II)	369 679	369 679			
Fournisseurs et comptes rattachés	220 665	220 665			
Personnel	10 021	10 021			
Sécurité sociale et organismes sociaux	2 221	2 221			
État	14 311	14 311			
Associés et Groupe	122 403	122 403			
Créditeurs divers	58	58			
TOTAL (I + II)	669 807	669 807			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice : néant / L'échéance correspond à la date de fin du contrat de prêt de 300M\$: 31 mai 2016 Le refinancement de la ligne de crédit de 300M\$ est en cours					

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE BILAN AU 30 JUIN 2015

Exercice du 1^{er} janvier au 30 juin 2015

Chiffre d'affaires - synthèse (en milliers de dollars US)				
LIBELLÉ	30-juin-15		30-juin-14	
	Quantité	Montant	Quantité	Montant
Ventes de Brut (Mb)	8,11	430 445	7,29	754 986
Ventes de Gaz (Mm ³)	11,00	804	23,42	1 574
Travaux, Services vendus		35 122		32 551
CHIFFRE D'AFFAIRES		466 371		789 111

Production immobilisée (en milliers de dollars US)			
LIBELLÉ	1 ^{er} semestre 2015	1 ^{er} semestre 2014	2014
	Montant	Montant	Montant
Total Gabon EXPLORATION	4 898	18 566	53 183
Total Gabon INVESTISSEMENTS	144 790	343 169	605 670
PRODUCTION IMMOBILISÉE PART Total Gabon	149 688	361 735	658 853
Q/P Associés EXPLORATION			
Q/P Associés INVESTISSEMENTS	-1 143	34 879	73 973
PRODUCTION IMMOBILISÉE Q/P ASSOCIÉS	-1 143	34 879	73 973
TOTAL	148 545	396 614	732 826

Produits financiers (en milliers de dollars US)			
LIBELLÉ	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
	Montant	Montant	Montant
Produits financiers sur comptes bloqués	378	949	580
Produits financiers sur prêts et avances aux sociétés			
Refacturation frais financiers sur stocks	107	80	40
Gain de change	-	14 481	1 673
Reprises de provisions pour pertes de change	22 796		
TOTAL	23 281	15 510	2 293

Charges financières (en milliers de dollars US)			
LIBELLÉ	1 ^{er} semestre 2015	2014	1 ^{er} semestre 2014
	Montant	Montant	Montant
Charges et Commissions bancaires	1 824	1 595	339
Frais bancaires	923	2 889	1 347
Intérêts sur emprunt	3 702	4 591	1 662
Perte de change	18 520	-	-
Dotations aux provisions RES	378	948	579
TOTAL	25 347	10 023	3 927

TOTAL RÉSULTAT FINANCIER	-2 066	5 487	-1 634
---------------------------------	---------------	--------------	---------------

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS AU 30 JUIN 2015

Engagements hors bilan (en milliers de dollars US)			
	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	2014
Engagements reçus	35 885	12 903	29 000
Fournisseurs - garanties bancaires	35 885	12 903	29 000
Engagements donnés	21 250	29 803	24 329
Cautions vis-à-vis du personnel	718	1 139	969
Cautions douanières	20 532	28 664	23 360
TOTAL	57 135	42 706	53 329
<i>Montants en \$ obtenus par conversion au taux de clôture de juin 2015 soit un euro = 1,1189 \$</i>			

Principales transactions réalisées avec les parties liées

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés Total Oil Trading SA, Total Participations Pétrolières Gabon, TOTAL SA et SOGARA, la République Gabonaise n'étant pas considérée comme une partie liée au sens de l'article R 123-196 applicable à Total Gabon) ainsi que les créances et les dettes vis à vis de ces dernières sont les suivantes :

Bilan (en milliers de dollars US)			
	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	2014
Créances			
Clients et comptes rattachés	185 089	370 804	202 410
Autres créances	0	12 551	0
Dettes			
Fournisseurs et dettes diverses	5 417	46 049	22 370
Compte de résultat (en milliers de dollars US)			
	1^{er} semestre 2015	1^{er} semestre 2014	2014
Ventes	426 760	708 458	1 413 998
Autres produits	30 551	41 795	107 183
Autres Charges	53 765	77 157	161 758

COMMENTAIRES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

Charges et produits d'exploitation

- **Activités d'exploitation**

Au premier semestre 2015, les charges relatives aux activités d'exploitation s'élèvent à 674 M\$, en baisse de 50% par rapport au premier semestre 2014 (1 346 M\$) résultant essentiellement de la baisse des dotations aux amortissements et aux provisions, des services extérieurs, des taxes liées à la production, des charges de personnel extérieur et des transports.

- **Dotations aux amortissements et aux provisions**

Les dotations s'élèvent à 205 M\$ au premier semestre 2015, en baisse de 54% par rapport au premier semestre 2014 (450 M\$), essentiellement en raison de l'adaptation du rythme des amortissements à la durée de vie économique des installations.

- **Chiffre d'affaires**

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2015 s'élève à 466 M\$ contre 789 M\$ au premier semestre 2014, soit une diminution de 323 M\$ (41%). Ce recul s'explique principalement par la baisse du prix de vente des qualités de brut commercialisées par Total Gabon (-373 M\$) partiellement compensée par la hausse des volumes vendus sur la période liée au planning des enlèvements (+44 M\$), du négoce de pétrole brut pour le compte de tiers (+4 M\$) et des prestations aux tiers (+2 M\$).

- **Production stockée**

La production stockée du premier semestre 2015 s'élève à -101 M\$, en baisse de 199 M\$ par rapport au premier semestre 2014 (98 M\$). Cette baisse est due principalement à la hausse des volumes vendus au premier semestre 2015 par rapport au premier semestre 2014, liée au planning des enlèvements de brut.

- **Production immobilisée**

La production immobilisée du premier semestre 2015 en part Total Gabon s'élève à 150 M\$, dont 5 M\$ sont relatifs à des travaux d'exploration et 145 M\$ à des travaux de développement, est en diminution de 59% par rapport au premier semestre 2014 (362 M\$). Ce recul s'explique principalement par l'adaptation des investissements à l'environnement économique.

Ainsi, le résultat d'exploitation s'établit à -16 M\$ au premier semestre 2015, contre 119 M\$ au premier semestre 2014, soit une baisse de 135 M\$.

- **Activité financière**

Les charges financières sont principalement constituées des frais financiers liés à l'accord de financement mis en place en juin 2013 et les revenus financiers proviennent des intérêts générés par les fonds destinés à la restitution des sites et d'effets de change positifs.

Le solde des opérations financières se traduit par une charge de 2 M\$ au premier semestre 2015 à comparer à 2 M\$ au premier semestre 2014. Sur la période, la hausse des frais financiers (+ 3 M\$) est compensée par la hausse des gains de change (+ 3M\$).